

Coordination Nationale des Collectifs Unitaires

Pour une alternative au libéralisme

Contribution de la Coordination Nationale des Collectifs Unitaires – pour une alternative au libéralisme en vue de la réunion nationale du 11 octobre autour de l'Appel « l'alternative à gauche, organisons-la ! », lancé dans l'hebdomadaire *Politis*.

La *Coordination Nationale des Collectifs Unitaires – pour une alternative au libéralisme* (CNCU) a décidé de s'inscrire dans la démarche de cet appel pour viser une alternative radicale au système dominant d'un capitalisme prédateur et fauteur de guerre. Elle travaille à construire un cadre unitaire national dans cet objectif. Elle souhaite y porter un certain nombre de propositions, soumises à la discussion collective, en espérant que d'autres contributions, venant d'horizons divers, viendront enrichir les échanges en vue de la réunion du 11 octobre 2008. Dans l'immédiat, notre propos portera sur cinq points :

1) Un front permanent, pour ne pas laisser les luttes isolées face aux attaques de la droite et du Medef

Nous n'avons aucune difficulté à nous engager à participer activement à un cadre unitaire permanent de réflexion et d'action, comme le propose *Politis*.

Ce cadre doit être utile et constructif face aux attaques de la droite et du Medef. Nous devons au moins pouvoir, ensemble, de manière coordonnée, relayer les actions et les propositions qui émanent de divers cadres unitaires de lutte thématiques, qui restent trop souvent méconnues.

Nous proposons que soit créé dès le 11 octobre un front permanent pour assurer une solidarité dans l'action à l'ensemble des mouvements et des mobilisations porteurs de résistance et d'alternatives.

2) Des débats sans tabou sur les sujets qui peuvent poser problème

Nous souhaitons qu'une série de discussions soit organisée, y compris, et peut-être surtout, sur les sujets qui peuvent être sources de désaccords entre nous. Il s'agit de débattre aussi bien d'aspects « tactiques » ou « stratégiques » que de questions thématiques.

En voici quelques exemples : le féminisme, l'antiracisme, la République, la laïcité, le mode de développement, la démocratie, libéra-

lisme et capitalisme, droit à l'emploi et droit au revenu, droit de vote des étrangers et régularisation des sans papiers, les garanties sociales et les transformations du travail, impérialismes et guerres...

Ces discussions viseraient à cerner d'éventuels désaccords, pour évaluer si et comment nous pouvons les surmonter. La politique de l'autruche sur ces questions n'aurait pour résultat que de rendre confus les obstacles à la construction commune.

Il ne s'agit pas d'avoir toutes ces discussions le 11 octobre, mais de s'engager à les organiser.

3) Des listes unitaires aux élections européennes

Nous proposons que soit débattue l'idée d'un appel, émanant de la réunion du 11 octobre, à la constitution pour les prochaines élections européennes de listes rassemblant les forces du « non » de gauche au Traité Constitutionnel Européen en 2005 et des hommes et des femmes résolu-e-s à agir pour une Europe sociale, écologique, féministe, antiraciste, altermondialiste, contre les guerres, et démocratique.

Le travail effectué dans le *Collectif pour une autre Europe* montre que, du côté du contenu de la campagne, il n'y a aucun obstacle à la constitution de ce front électoral.

Nous souhaitons que toutes les composantes présentes s'engagent à construire ces listes communes.

4) Vers une nouvelle force politique

Sans vouloir précipiter les choses, nous souhaitons également que la constitution d'une force politique nouvelle soit affirmée comme un objectif.

En associant à cette construction des militant-e-s de réseaux citoyens, d'associations de lutte, d'organisations syndicales, féministes, antiracistes, altermondialistes, écologistes, il s'agit de rassembler de manière durable l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique opposée au libéralisme économique.

Pour nous, ce rassemblement ne peut s'inscrire dans le cadre d'une nouvelle formule de la « gauche plurielle », dont la politique a accéléré la libéralisation de l'économie française et entraîné son échec.

Nous souhaitons que le 11 octobre, la décision soit prise d'organiser des discussions sur les formes et les contours d'une telle force.

5) Lancer un comité de liaison de la gauche de transformation

Afin d'assurer le suivi national des tâches définies le 11 octobre, nous proposons que soit créé un comité de liaison de la gauche de transformation sociale et écologique.

De façon à assurer la diversité de celles et ceux qui s'inscrivent dans cette dynamique, il serait composé

de militant-e-s de diverses régions (syndicalistes, politiques, associatifs, culturels...) et de représentant-e-s des différentes organisations et sensibilités.

Ce comité resterait ouvert, prêt à accueillir à n'importe quel moment de nouvelles composantes.

Ses rôles principaux seraient d'offrir un cadre de rencontres régulières et d'assurer la circulation de l'information, d'encourager aux débats prévus, de suggérer à l'occasion des réactions communes.

Le comité national n'aurait aucune prééminence sur les cadres similaires que nous pourrions inviter à créer dans les départements et dans les localités, selon ce qui sera jugé utile en fonction des situations.

■ Une dynamique positive, à faire fructifier pour ouvrir l'horizon

La dynamique unitaire et cette journée constituent pour la CNCU un élément positif dans une période marquée par des reculs sociaux et politiques majeurs.

La CNCU est résolue à travailler pour dégager les convergences et les axes essentiels qui doivent permettre de contrer la politique de la droite au service du capitalisme financiarisé, de répondre à l'urgence sociale et écologiste, de construire une véritable alternative de gauche que les options majoritaires du PS refusent actuellement.

Mettre ce pouvoir en échec, créer les conditions d'une crise politique

à partir des mobilisations sociales est légitime, des solutions alternatives existent.

Cela suppose de créer les conditions pour que la gauche de transformation ne soit pas cantonnée à un rôle de témoignage.

Nous espérons ainsi que le NPA s'inscrira dès aujourd'hui dans une dynamique de coopération dans les initiatives et d'élaboration commune d'alternatives.

Seule l'action convergente unitaire, ample, autour des exigences partagées ouvrira l'horizon.

La Commission Nationale d'Animation de la CNCU, le 21 septembre 2008

Qui sommes-nous ?

Les collectifs de la **Coordination Nationale des Collectifs Unitaires, pour une alternative au libéralisme (CNCU)** sont composés de militant-e-s dont certain-e-s sont membres de réseaux citoyens, d'associations de lutte, d'organisations politiques, syndicales, écologistes, antiracistes, altermondialistes, féministes...

Dans la continuité de la campagne de 2005 contre le TCE, ils/elles se sont mobilisé-e-s pour un rassemblement de tous les antilibéraux de gauche, et donc pour des candidatures uniques aux élections présidentielles et législatives. Celles-ci ayant échoué à cause du choix des dirigeant-e-s de la LCR et du PCF, certain-e-s membres des collectifs ont fait la campagne de J. Bové, d'autres celle de O. Besancenot ou de M.-G. Buffet, d'autres aucune.

Ils/elles ont ensuite continué ensemble pour porter l'exigence d'unité (voir sur notre site www.cncu.fr les textes adoptés aux Assises de décembre 2007). Aujourd'hui, les collectifs sont plus de 150 répartis dans plus de 40 départements.

Beaucoup de collectifs ont pris part aux élections de 2007/2008. Ils sont présents localement et nationalement dans les luttes tant sociales qu'écologiques : contre la précarité, les OGM, les franchises médicales, le nucléaire, au sein du collectif pour une autre Europe....

Que voulons-nous ?

La Coordination Nationale des Collectifs Unitaires (CNCU) travaille depuis sa création au rassemblement des forces de gauche pour la transformation politique, sociale et écologique de notre société.

Elle continue à cette fin de proposer que s'organisent des Etats Généraux de la gauche de transformation sociale et écologique pour élaborer ensemble une alternative au libéralisme.

La CNCU se place dans la perspective d'une modification du rapport de force au sein de la gauche, afin de battre en brèche et de rendre minoritaires les thèses néolibérales ou de résignation qui y sont actuellement dominantes.

En permanence, elle affirme l'importance du lien entre les questions sociales et écologiques, qui ne peuvent être dissociées et doivent être articulées avec les autres luttes telles que l'altermondialisme, l'antiracisme, le féminisme et le combat contre les guerres, contre toutes les discriminations et pour l'égalité des droits.

Elle ne prétend pas regrouper autour d'elle les forces qui sont d'accord pour construire ensemble cette alternative. Elle s'engage, avec d'autres qui le souhaitent, à construire les conditions de débats et d'actions communes.

Pour nous écrire : contact@cncu.fr
Pour mieux nous connaître : <http://cncu.fr>